



Conseil d'administration
Séance du 16 novembre 2021

Délibération n°2021-327

Poursuite de l'intervention à titre provisoire du Parc amazonien concernant l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation (APA)

Vu la Loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux Parcs nationaux ;

Vu le décret n° 2007-266 du 27 février 2007, créant le Parc amazonien de Guyane ;

Vu le titre V de la Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, relatif à l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages ;

Vu le décret n°2017-848 du 9 mai 2017 relatif à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Parc amazonien de Guyane en date du 15 novembre 2018 permettant l'intervention à titre provisoire du Parc amazonien concernant l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation (APA) ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 29 octobre 2020 prolongeant pour une durée d'un an l'intervention du Parc amazonien sur ces questions ;

Considérant le fait que n'a pas encore été créée en Guyane la personne morale de droit public en charge d'assurer la consultation des communautés d'habitants telles que définies au 4° de l'article L.412-4 du code de l'environnement lorsque des connaissances traditionnelles sont concernées,

Considérant le fait que ceci bloquerait l'instruction des dossiers d'autorisation qui correspondent à ce cas de figure si le Parc amazonien de Guyane ne continuait pas de porter cette mission, et en conséquence des projets de recherche scientifique sans aucun doute utiles à l'amélioration des connaissances sur le milieu naturel et ses usages traditionnels,

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré et accepté les modifications éventuelles présentées et discutées en séance, décide :

Article 1 :

D'autoriser l'établissement, sous réserve que cette mission continue de faire l'objet d'un financement spécifique couvrant l'intégralité du montant nécessaire au poste, y compris lorsque la mission se déroule hors du territoire sur lequel le Parc est implanté, et que ce poste soit spécifiquement prévu au plafond d'emploi, à continuer à intervenir sur l'ensemble du territoire de la Guyane pour assurer, selon les procédures prévues au code de l'environnement :

- la consultation des communautés d'habitants telles que définies au 4° de l'article L.412-4 du code de l'environnement lorsque des connaissances traditionnelles sont concernées ;
- l'établissement ainsi que le suivi des conventions prévoyant le partage des avantages ;
- l'information des communautés d'habitants susmentionnées telles que le prévoit le code de l'environnement.

Article 2 :

De déléguer au directeur de l'établissement la négociation et la signature des conventions de partage des avantages ;

Article 3 :

La présente délibération est valable au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023. Elle sera abrogée d'office dès qu'un décret aura désigné une autre personne morale de droit public en charge d'assurer la consultation et l'information des communautés d'habitants ;

Article 4 :

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc amazonien de Guyane.

Article 5 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Cayenne dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le Président du Conseil d'administration,



Jules DEIE

Le Directeur,



Pascal VARDON

**Le Commissaire du Gouvernement,
Le Préfet de Guyane,**

Pour le préfet
le Secrétaire Général des Services de l'État



Mathieu GATINEAU



Thierry QUEFFELEC